



ARGENT, DETTE et RICHESSE

Il est temps de faire tomber les tabous

La crise nous ramène à l'essentiel. Des actions comme manger ou cultiver des aliments locaux sains, avoir des contacts sociaux, prendre soin les uns des autres sont devenus beaucoup plus importants. Il semble que les Européens se projettent déjà au-delà du PIB, se concentrant sur de nouvelles voies de progrès et de prospérité. Et ce progrès ne doit pas être arrêté par ceux qui disent qu'il n'y a pas d'argent. Il y en a.

À l'été 2019, le magazine d'information belge Knack a publié un numéro spécial avec 100 idées pour un monde meilleur. L'idée n°1 était : 'imprimer plus d'argent', développée dans l'article par la professeure d'économie Stephanie Kelton. Prenez les infrastructures : partout en Europe et aux États-Unis, il existe des voies ferrées, des voies navigables, des pistes cyclables et des hôpitaux qui ont un besoin urgent d'extensions ou de mises à niveau.

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

La Cour des Comptes Européenne avait déclaré, avant même la pandémie, qu'il nous faudrait un minimum de 300 à 400 milliards d'euros d'investissements supplémentaires chaque année pour financer la transition écologique en Europe. Plus de 100 économistes ont écrit une lettre disant que cet argent pouvait être trouvé, que c'était question de choix et de priorité. Il y a aussi des millions de chômeurs qui sont prêts et capables de travailler. Ensuite, il y a des ordinateurs et des machines pour faire de la création monétaire qui attendent qu'un bouton soit enfoncé. Alors, pourquoi n'appuyons-nous pas simplement sur ce foutu bouton ? Un gouvernement comme celui des États-Unis peut créer de la monnaie en tapant un 0 derrière une certaine somme. Dans l'Union Européenne, c'est un peu plus complexe à cause de l'Euro, mais là aussi, il n'y a pas de problème technique, c'est seulement un problème politique. Et ce n'est pas aussi stupide que cela puisse paraître.

Il s'avère que les décideurs politiques qui disent " c'est une bonne idée, mais nous n'avons pas d'argent ", manquent simplement d'imagination et font de fausses hypothèses. C'est un mythe que les budgets gouvernementaux fonctionnent comme les budgets des ménages et cette façon de penser ignore exactement comment l'argent est créé. Aujourd'hui 97% de l'argent créé l'est par des banques privées, mais cela n'a pas toujours été le cas. Ces banques décident non seulement combien d'argent est créé, mais à quoi il doit servir. Lorsqu'une personne contracte un prêt auprès d'une banque, la banque n'approuvera le prêt que si ses propres conditions sont remplies. Mais que se passe-t-il si les conditions et les objectifs de la banque privée ne sont pas convergentes avec l'intérêt public ? Les banques ne sont pas des organisations caritatives qui travaillent pour le bien commun. Elles gagnent de l'argent là où l'argent peut être gagné et se soucier de l'humanité ne fait pas partie de leur modus operandi. Si elles peuvent gagner de l'argent en offrant des prêts à des personnes qui vont par ce moyen réaliser des investissements non justifiés par des réels besoins de logement ou construire des résidences secondaires, en prenant même le risque de créer une bulle spéculative immobilière, c'est précisément ce qu'elles vont

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE : Il est temps de faire tomber les tabous

faire, sans vergogne.

Les deux principaux problèmes qui ont, jusqu'à récemment, empêché les gouvernements d'imprimer plus d'argent pour investir dans l'économie, sont la dette et l'inflation. La dette est effectivement un problème. Après le crash économique de 2008, la réaction par défaut des gouvernements a été d'imposer l'austérité pour combler les dettes qui devenaient incontrôlables. La raison en était simple : la théorie économique néolibérale était encore le paradigme. Selon le néolibéralisme, l'idée est de rendre l'administration publique aussi réduite que possible, de sorte que la réduction des dépenses publiques est présentée comme l'unique solution face à l'augmentation de la dette. Dans l'Union Européenne, nous avons maintenant des règles budgétaires qui créent automatiquement cette dynamique. C'est pourquoi le EEB, en collaboration avec la New Economics Foundation et une grande coalition de la société civile, s'efforcent plus que jamais de modifier les règles budgétaires imparfaites.

Heureusement, il est déjà clair que la réaction à la crise de 2020 est très différente de la réaction à la crise de 2008. L'économiste Paul de Grauwe a applaudi les actions de la Banque centrale Européenne (BCE) au printemps 2020. En 2008, il leur a fallu 3 ans pour dire qu'ils feraient tout ce qu'ils pourraient, cette fois cela n'a pris que quelques jours. Faire tout ce qu'ils peuvent signifie imprimer de l'argent et le remettre aux États afin qu'ils puissent le dépenser comme ils le souhaitent. Les pays de l'UE avaient une relation similaire avec leur banque nationale : en temps de crise, ils imprimaient de l'argent supplémentaire - jusqu'à ce que l'Euro rende impossible cette opération. Mais aujourd'hui, cette idée d'utiliser la création monétaire comme instrument de régulation économique est enfin arrivée au niveau de l'UE. Georges Soros a déclaré qu'il espérait que la BCE produise un trillion de nouveaux euros, pour les donner aux États membres sans demander qu'ils soient remboursés (à l'exception de frais d'intérêt annuels mineurs). Il appelle cela des ' obligations perpétuelles '. Les États-Unis et le Royaume-Uni l'ont

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE : Il est temps de faire tomber les tabous

fait au XIXe siècle en temps de crise et c'est aujourd'hui une crise décisive pour l'Union Européenne.

Le problème de la dette peut être résolu de différentes manières. Le professeur Thomas Piketty et plus de 100 économistes de premier plan ont affirmé qu'il fallait annuler la dette détenue par la BCE. Deux autres moyens de faire face aux dettes sont l'inflation ou l'augmentation exceptionnelle des impôts. Après la Seconde Guerre mondiale, la France et l'Allemagne avaient des dettes de plus de 200 % de leur PIB. Moins d'une décennie plus tard, elle était tombée à 30 %. Pourquoi ? Parce que les dirigeants européens ont décidé de ne pas commettre la même erreur qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque la dette de guerre de l'Allemagne, massive et sans régulation, a provoqué une grave crise économique, ce qui a créé les conditions parfaites pour que le national-socialisme et son leader Adolf Hitler puissent prospérer. Non, après la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants ont eu recours à l'inflation, un impôt sur les richesses acquises pendant la guerre et d'importantes annulations de dettes ou 'décotes'. Cela a permis à tous les pays déchirés par la guerre d'investir dans les infrastructures publiques et de soins, l'éducation et tout ce dont la société avait désespérément besoin. Tout ce dont nous avons besoin aujourd'hui aussi.

Piketty a écrit que ne pas effacer les dettes dans l'Union Européenne est particulièrement stupide car la plupart des dettes européennes sont internes, comme elles l'étaient en 1945. Au lieu de nous libérer pour poursuivre la reconstruction et la nécessaire transition écologique, nous sommes trop nombreux à tomber dans les pièges posés par des médias populistes comme Elsevier Weekblad lors de la publication en Une d'une illustration disant que ce n'était pas aux Néerlandais qui travaillaient dur de subventionner la paresse des Européens du Sud. Ils n'ont pas eu peur des faits car en réalité les Grecs travaillent en moyenne 41,2 heures par semaine contre 39 heures pour les Néerlandais. Dresser les Européens les uns contre les autres serait sûrement applaudi par des populistes comme Trump, Poutine et Xi, mais ce n'est pas ce que nous, Européens, devrions

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

faire - bien au contraire. Des économistes très respectés tels que Piketty et de Grauwe sont en faveur de l'annulation de la dette dans l'Union Européenne, ce qui nécessite d'abord la construction d'un véritable esprit européen.

Dans son livre révolutionnaire ' La dette : 5000 ans d'histoire ', l'anthropologue de premier plan David Graeber explique comment la dette est passée d'une dette informelle et communautaire qui était effacée de temps en temps à une dette plus formelle, dont le respect est imposé de façon systématique et parfois violente par l'État. Ainsi dans les traditions juive et chrétienne, un jubilé était établi tous les 50 ans pour effacer toutes les dettes personnelles. Au Moyen-Orient, il était normal que les nouveaux dirigeants proclament une amnistie de la dette lors de l'accession au trône. Cela n'était pas fait pour des raisons altruistes, mais pour maintenir l'ordre social et la stabilité politique – et protéger la durabilité à long terme de la vie économique. L'annulation de la dette a toujours été une stratégie de survie collective, et non un acte d'altruisme. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un choix entre une spirale prolongée de dépressions économiques, qui nous entraînerait vers le bas pendant des décennies, ou un jubilé majeur, idéalement mondial, pour effacer cette dette et amorcer la transition vers un système économique susceptible de survivre à ce siècle. Faire cela uniquement au niveau de l'Union Européenne est loin d'être idéal, mais aussi plus réaliste.

Outre la création d'argent frais par l'État et un important jubilé de désendettement, il existe un autre tabou majeur et radical lié à l'argent dont nous devons nous débarrasser ici et maintenant : la distribution de l'argent en circulation aujourd'hui. Aux États-Unis, les deux tiers de la population sont favorables à un impôt sur la fortune. L'objectif serait de taxer la valeur nette du contribuable, la différence entre les actifs tels que les biens immobiliers et titres financiers et les passifs tels que les prêts, afin de réduire l'accumulation de richesse. Ce serait un remaniement bien plus important que n'importe quel impôt sur le revenu, car le problème est la vaste inégalité créée au cours des dernières décennies et qui, dans certains cas, est devenue

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :

Il est temps de faire tomber les tabous

structurelle. Alexandria Ocasio-Cortez a mis le doigt sur la plaie lorsqu'elle a dit : “ Vous ne gagnez pas un milliard, vous prenez un milliard ”. En d'autres termes : il n'y a pas de raison valable à l'existence de milliardaires, dont il est également démontré qu'ils causent un impact disproportionné sur l'environnement. Les États pourraient simplement reprendre ce que les extrêmement riches ont déjà pris.

Nous avons besoin d'un effort coordonné et multilatéral, mais compte tenu du contexte géopolitique actuel, il semble que l'approche la plus multilatérale ne soit possible qu'au sein de l'Union Européenne. Nous avons besoin que les dirigeants européens acceptent de taxer certains de ces 18 000 milliards d'Euros qu'une minorité de privilégiés, avec leurs propres gestionnaires de fortune, ont planqué dans des paradis fiscaux. La thésaurisation de l'argent par les personnes au sommet de la pyramide financière est devenue tellement incontrôlable qu'aujourd'hui certaines personnes parmi les plus fortunées supplient même les États de les taxer. L'initiative prise par le G7 en faveur d'un impôt minimum sur les sociétés est loin d'atteindre le niveau de redistribution nécessaire, mais elle pourrait être un petit signe encourageant montrant que les dirigeants du monde se rendent compte qu'il y a effectivement “un petit problème” avec la concentration excessive des richesses.

Ces propositions - la création monétaire par l'État, un grand jubilé d'allègement de la dette, un impôt sur la fortune majeur - ont quelque chose en commun. Ces idées ont toutes d'abord été adoptées par des politiciens qui s'identifient dans ‘ une approche économique de gauche ’ et elles sont toutes basées sur des travaux universitaires largement respectés (nous ne pouvons pas dire ‘ fondés sur la science ’ parce que l'économie n'est pas une science). Bernie Sanders a engagé le professeur Kelton pour l'aider à développer cette idée de création monétaire. Le professeur Piketty s'allie à des politiciens de gauche de toute l'Europe pour plaider en faveur d'un allègement de la dette et d'un impôt sur la fortune. Varoufakis était à la fois un professeur respecté et un ministre plaidant pour l'annulation de la dette.

Partie 2 - ARGENT, DETTE et RICHESSE :
Il est temps de faire tomber les tabous

Quelles que soient les autres positions de ces politiciens, il convient de souligner que l'histoire est du côté de la gauche économique. Avant la crise, seuls les responsables politiques économiques de gauche plaidaient en faveur d'un impôt sur la fortune. Désormais, même le Fonds monétaire international (FMI) et le Financial Times veulent un impôt sur la fortune. Lorsque Milton Friedman a diffusé pour la première fois ses idées néolibérales, il se sentait comme une voix solitaire dans le désert et pourtant, tout d'un coup, ses idées sont devenues courantes. Pour le bien de l'environnement et de l'humanité dans son ensemble, nous ne pouvons qu'espérer que son époque soit révolue.